

Transmission des prix dans le secteur laitier en France

Philippe BURNY¹

Centre wallon de Recherches agronomiques, Service Economie

Faculté universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux, Unité d'Economie et Développement rural

1. Introduction

Vu la hausse très importante des cours mondiaux des matières premières agricoles en 2007/2008, et considérant son impact sur les prix à la consommation, le Ministre français de l'Agriculture a chargé le Secrétaire d'Etat à la prospective, à l'évaluation des politiques publiques et au développement de l'économie numérique, de réaliser une étude relative à la formation des prix alimentaires. Les premiers résultats sont parus en décembre 2008 et concernent divers produits agricoles, dont le lait et les produits laitiers.

2. Situation de la France dans le secteur laitier

D'une manière générale, l'étude constate de grandes disparités de prix en Europe. Si l'Allemagne a des prix, en moyenne, comparables à ceux de la France dans le secteur alimentaire, on constate que les prix au détail sont sensiblement plus faibles en Espagne et aux Pays-Bas.

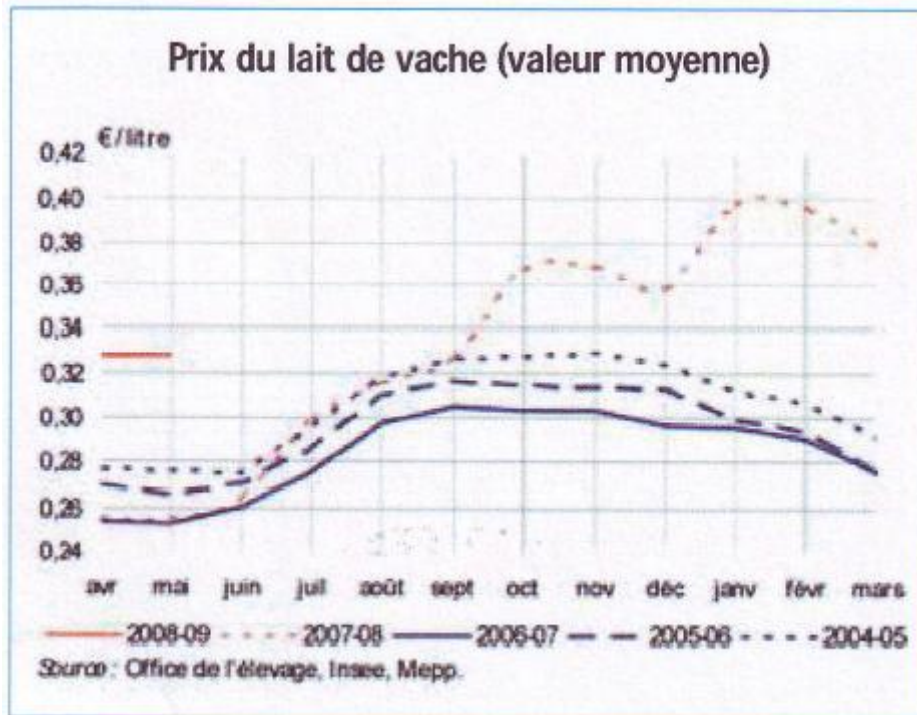
La réalité du marché unique européen ne signifie donc pas une harmonisation des prix au consommateur. Il existe des différences significatives dues à des situations variées relatives aux divers maillons de la chaîne, ladite chaîne étant par ailleurs plus ou moins longue selon les cas.

Dans le secteur laitier, la France se caractérise par :

- une surcapacité dans le domaine du lait de longue consommation, à la suite des investissements de ces dernières années ;
- une part importante (30% du lait collecté) des produits laitiers industriels ;
- la faible concentration de l'industrie de transformation : 700 entreprises laitières assurent la transformation de la production de 94 000 exploitations laitières ;
- il existe d'importantes disparités régionales, certaines régions étant fortement spécialisées dans les produits industriels ;
- l'existence de lait « flottant » (pas de contrat de livraison régulière à l'industrie de transformation) représentant 7% de la production nationale.

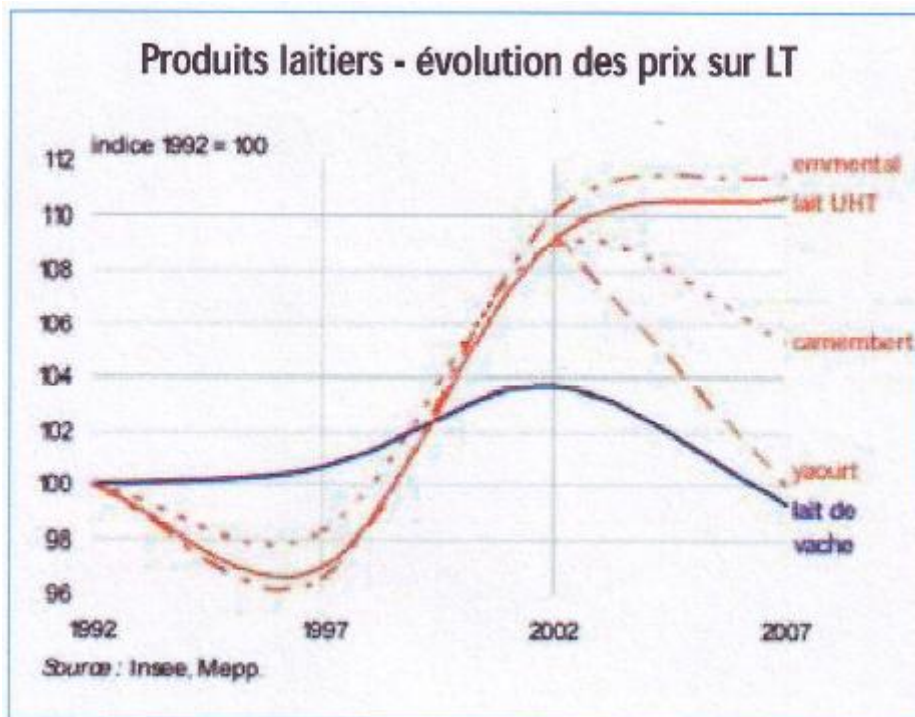
3. Transmission des prix au long de la filière

Le prix du lait départ ferme est soumis à une forte saisonnalité (figure 1). En avril et mai, la décote est de 16,5% en moyenne par rapport au maximum atteint à la fin de l'été. Cette fluctuation des prix n'est pas retranscrite dans les prix au détail, les industriels et les distributeurs appliquant un lissage des prix.



La corrélation entre le prix à la production et le prix au détail est faible (- 0,1 par exemple entre le prix du lait UHT au détail et le prix départ ferme, durant la période 2001/2007).

Le prix du lait est resté pratiquement stable durant les années 1990, puis a baissé continûment depuis 2001 (10% entre la mi-2001 et la mi-2007), tandis que les produits laitiers ont connu une inflation assez forte entre 1998 et 2002 (12 à 15%), puis une baisse entre 2003 et la mi-2007 (quasi-stabilité pour le lait UHT et l'emmental, baisse de 5% pour le camembert et de près de 10% pour les yaourts).



Parallèlement à cette évolution divergente des prix au détail selon les produits, la consommation a également changé au cours de la dernière décennie : la consommation de lait liquide par habitant a diminué de 10% (de 78,5 à 70,8 kg), tandis que la consommation de fromages au lait de vache progressait légèrement (de 21,3 à 22,5 kg) et que la demande de produits frais augmentait plus nettement (la consommation de yaourts et laits fermentés, notamment, est passée de 17,2 à 21,1 kg/habitant/an).

4. Conclusions

Dans le cas de la filière laitière et dans le cas spécifique de la France, on constate qu'il n'y a guère de lien direct entre les prix du lait payés aux éleveurs et les prix payés par les consommateurs pour les nombreux produits transformés disponibles. Cela peut s'expliquer par le fait que le lait ne représente, en moyenne, que 40% du coût des produits laitiers, et par la politique des industries de transformation et des entreprises de distribution, qui écoulent des produits très variés qui répondent à des dynamiques de demande également très différenciées. Par ailleurs, des investissements importants sont réalisés par l'industrie laitière, ce qui influence les prix au détail, de même que la situation de concurrence pour l'un ou l'autre type de produits.

Le coût de la matière première n'est donc qu'un facteur parmi de nombreux autres, permettant d'expliquer la politique des prix au détail.

Référence

Formation des prix alimentaires (décembre 2008). Rapport du Secrétariat d'Etat chargé de la prospective, de l'évaluation des politiques publiques et du développement de l'économie numérique, réalisé à la demande du Ministre de l'Agriculture de la République française. 37 pages + annexes.